



PRÉFET DE LA LOIRE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA  
PROTECTION DES POPULATIONS  
*Service environnement et prévention des risques*  
*Immeuble "Le Continental"*  
10 rue Claudius Buard CS 40272  
42014 SAINT ETIENNE CEDEX 2

**ARRETE N° 289/ 2011/DDPP**  
**portant consignation de somme**

Le préfet de la Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur

VU le Titre Ier du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2001 réglementant les activités exercées par la S.A.S. DURALEX INTERNATIONAL FRANCE sur le territoire de la commune de RIVE DE GIER, 2 rue Joseph Hémain ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2006 imposant à la S.A.S. DURALEX INTERNATIONAL FRANCE la surveillance des eaux souterraines ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 juin 2007 mettant en demeure l'exploitant de respecter l'arrêté du 19 janvier 2006 susvisé et l'article 34-1 du décret du 21 septembre 1977 relatif à la cessation d'activité ;

VU le jugement du Tribunal de commerce d'Orléans du 25 avril 2008 déclarant la liquidation judiciaire de la société DURALEX INTERNATIONAL FRANCE, et nommant Maître JOUSSET en qualité de liquidateur ;

VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 23 mai 2011, établi à la suite d'une visite du site du 19 mai 2011, constatant que le liquidateur n'a pas satisfait en totalité les prescriptions des arrêtés préfectoraux susvisés, s'agissant de la mise en sécurité du site (enlèvement des déchets enfouis dans les fosses) et du suivi de la surveillance des eaux souterraines (campagnes régulières d'analyses pendant 4 ans) ;

VU l'absence de réponse de Maître JOUSSET au courrier l'informant de la mise en œuvre de la procédure de consignation ;

**CONSIDERANT** que la mise en sécurité du site, s'agissant de l'élimination des déchets enfouis dans les fosses, et le suivi de la surveillance des eaux souterraines ne sont pas réalisés ;

**CONSIDERANT** qu'il y a donc lieu de contraindre le liquidateur à faire le nécessaire pour respecter la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**SUR proposition** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire,

**ARRETE**

**ARTICLE 1er :** Maître JOUSSET, mandataire liquidateur de la SAS DURALEX INTERNATIONAL FRANCE, qui exploitait les installations sises à RIVE-DE-GIER - 2 rue Joseph Hémain, consignera en une seule fois entre les mains d'un comptable public, une somme de 266 000 euros répondant du montant des travaux ci-après :

- mise en sécurité du site (élimination des déchets enfouis dans les fosses)
- suivi des eaux souterraines pendant 4 ans

**ARTICLE 2** : La somme consignée sera restituée au fur et à mesure de l'exécution des travaux demandés.

**ARTICLE 3** : Cet arrêté vaut titre de perception.

**ARTICLE 4** : En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Trésorier Payeur Général, Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, chargé de l'Inspection des Installations Classées et Monsieur le maire de RIVE DE GIER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le 1 JUL 2011.

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général  
Patrick FERIN

**copie adressée à :**

- Maître Jean-Paul JOUSSET  
- 2 rue Adolphe Crespin  
45000 ORLEANS

- Monsieur le maire de RIVE DE GIER

- l'Inspection des installations classées, DREAL Loire

- M. le Trésorier Payeur Général

- Archives

- Chrono